

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-20 du 24 mai 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR annonce une hausse des droits de douane visant la Chine
2. La Maison-Blanche annonce plusieurs mesures en faveur de l'industrie solaire américaine
3. Une réunion ministérielle de l'accord États-Unis-Canada-Mexique (USMCA) se tient à Phoenix
4. Le Sénat publie un rapport sur le recours au travail forcé par des constructeurs automobiles
5. Un groupe bipartisan de sénateurs appelle le président Biden à mettre en œuvre le REPO Act

Climat – énergie – environnement

6. Les États-Unis et le Canada signent une déclaration conjointe pour l'extension de leur *task force* sur la transformation énergétique

Transport et infrastructure

7. L'ARPA-I lance une consultation sur les applications de l'IA dans les transports

Industrie

8. United Auto Workers (UAW) échoue à s'implanter dans une usine Mercedes en Alabama

Distribution et divertissement

9. Le Département de la Justice porte plainte contre Live Nation Entertainment, propriétaire de Ticketmaster

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA lance les « SUN Programs », une initiative pour améliorer la nutrition des enfants pendant l'été

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR annonce une hausse des droits de douane visant la Chine

L'USTR a [annoncé](#) le 14 mai avoir conclu la procédure de revue des droits de douane additionnels imposés contre la Chine en 2018 et 2019, sous administration Trump. Ces droits de douanes, de 7,5 % ou 25 % selon les produits (exceptés ceux bénéficiant d'exemptions), avaient été mis en place sur le fondement de la section 301 du Trade Act. Sur le fondement du rapport de revue [publié](#) par l'USTR, la Maison-Blanche a [annoncé](#) une hausse des droits de douane sur les importations originaires de Chine de 14 catégories de produit dans des secteurs jugés « stratégiques ». Dans le détail, (i) les importations de véhicules électriques seront taxées à 100 % (contre 25 % actuellement); (ii) les importations de semiconducteurs, de cellules photovoltaïques et de seringues et aiguilles seront taxées à 50 % (contre 0 % - 25 % actuellement); et (iii) les importations de dix autres catégories de produit (acier et aluminium, batteries, aimants permanents, graphite naturel, autres minerais critiques, masques, gants médicaux et grues portuaires) seront taxées à 25 % (contre 0 % - 7,5 % actuellement). Ces hausses interviendront dès 2024, avec une entrée en vigueur différée en 2025 pour les semiconducteurs et en 2026 pour quatre autres catégories de produits (batteries lithium-ion pour les véhicules non-électriques, gants médicaux, graphite naturel et aimants permanents).

Dans un avis [publié](#) le 22 mai au Registre fédéral, l'USTR précise que les augmentations des droits de douane 301 concernent 382 lignes tarifaires, représentant une valeur annuelle de 18 Md\$, soit environ 4 % du montant total d'importations américaines en provenance de Chine (427 Md\$ en 2023). L'administration a également annoncé la mise en place d'une procédure d'exemption de ces droits pour les machines utilisées dans l'industrie manufacturière, en visant notamment certains équipements de fabrication de panneaux solaires, sans se prononcer clairement à ce stade sur l'avenir des autres exclusions actuellement en vigueur sur environ 400 produits et qui doivent expirer le 31 mai 2024, après avoir été renouvelées en décembre 2023 [voir [Brèves sectorielles du 5 janvier 2024](#)]. L'USTR sollicite des commentaires jusqu'au 28 juin 2024 concernant ces nouvelles mesures, notamment l'efficacité des changements proposés afin de lutter contre les pratiques commerciales déloyales chinoises ainsi que l'effet de ces changements sur l'économie américaine.

2. La Maison-Blanche annonce plusieurs mesures en faveur de l'industrie solaire américaine

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 16 mai un ensemble de mesures présentées comme destinées à protéger l'industrie solaire américaine. Parmi ces mesures, la Maison-Blanche a notamment annoncé qu'elle mettrait fin « de manière imminente » à l'exemption

des mesures de sauvegardes mises en place depuis 2018 sur les importations de panneaux solaires dont bénéficiaient jusqu'alors les importations de panneaux solaires bifaciaux. Selon la Maison-Blanche, les importations de panneaux solaires bifaciaux ont « significativement augmenté » depuis la mise en place de cette exemption, si bien qu'« elles constituent maintenant presque l'intégralité des importations de panneaux solaires » aux États-Unis.

L'administration a également confirmé que le moratoire de deux ans sur les droits de douane antidumping et compensatoires sur les importations de panneaux solaires en provenance du Cambodge, de Malaisie, de Thaïlande et du Vietnam, décrété par l'administration Biden en juin 2022, arrivera à expiration le 6 juin prochain. Les producteurs de ces quatre pays d'Asie du Sud Est, dont il a été déterminé qu'ils étaient impliqués dans des activités de contournement des mesures antidumping et compensatoires mises en place sur les importations de panneaux solaires en provenance de Chine [voir [Brèves sectorielles du 26 janvier 2024](#)], verront dès lors leurs exportations vers les États-Unis soumises à ces droits.

Enfin, la Maison-Blanche a rappelé un ensemble de mesures de soutien à l'industrie américaine mises en place par l'administration Biden depuis le début de son mandat, notamment dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (IRA). Elle indique en particulier que des lignes directrices [publiées](#) le 16 mai par le Département du Trésor visent à rendre accessible à un plus grand nombre d'entreprises le crédit d'impôt « bonus » octroyé aux producteurs d'énergie propre respectant des règles de contenu local s'agissant du fer, de l'acier, et des produits manufacturés utilisés dans leurs installations.

3. Une réunion ministérielle de l'accord États-Unis-Canada-Mexique (USMCA) se tient à Phoenix

Les ministres en charge des questions commerciales des États-Unis, du Canada et du Mexique se sont réunis le 22 mai à Phoenix, en Arizona, à l'occasion de la quatrième réunion de la Commission sur le libre-échange (FTC) de l'accord États-Unis-Canada-Mexique (USMCA). À l'issue de la réunion, une déclaration conjointe a été [publiée](#), indiquant que les ministres avaient dressé le bilan de la coopération établie entre leurs trois pays durant quatre années de mise en œuvre de l'accord. Les ministres ont également convenu d'étendre leur collaboration sur les sujets relatifs aux « pratiques non-marchandes d'autres pays [...], y compris dans le secteur automobile », dans le contexte où de nombreuses voix s'élèvent au sein du secteur privé et du Congrès américains pour dénoncer les risques de contournement des droits de douane américains par des entreprises chinoises via le Mexique [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)]. La déclaration conjointe évoque aussi les progrès accomplis au titre de différents volets de l'USMCA, en particulier s'agissant des droits des travailleurs et de l'objectif d'élimination du travail forcé. Ce point a également été [abordé](#) par la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai dans son intervention lors de la réunion ministérielle.

En marge de la réunion ministérielle, K. Tai s'est entretenue avec ses homologues canadienne et mexicaine. Avec la ministre canadienne Mary Ng, elle a [fait état](#) des préoccupations américaines s'agissant de la mise en œuvre d'une taxe sur les services numériques envisagée par Ottawa et des contingents tarifaires mis en œuvre par le Canada dans le secteur laitier. Avec la ministre mexicaine Raquel Buenrostro, elle a [discuté](#) de la mise en œuvre du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'USMCA sur les droits des travailleurs, de l'importance des consultations en cours entre les États-Unis et le Mexique s'agissant des mesures mexicaines dans le secteur énergétique, et des préoccupations américaines s'agissant de la concurrence sur le marché mexicain des télécommunications. Selon le communiqué de l'USTR, et comme lors de leur rencontre en février dernier, K. Tai et R. Buenrostro ont aussi discuté de « problèmes persistants dans les échanges d'acier et d'aluminium avec le Mexique ».

4. Le Sénat publie un rapport sur le recours au travail forcé par des constructeurs automobiles

Le 20 mai, la commission des Finances du Sénat a [publié](#) un rapport sur le recours au travail forcé au sein de l'industrie automobile. Résultat d'une enquête de deux ans, le rapport souligne que plusieurs constructeurs (BMW, Jaguar Land Rover et Volkswagen) utiliseraient au sein de leurs chaînes de valeur des composants issus du travail forcé. Après avoir été alerté par l'un de ses fournisseurs, le groupe Volkswagen avait notifié en février 2024 les douanes américaines de la présence de composants issus du travail forcé au sein de certains de ses véhicules destinés au marché américain [voir [Brèves sectorielles du 23 février 2024](#)]. Le rapport révèle également qu'un fournisseur des groupes BMW et Jaguar Land Rover basé en Californie aurait importé des composants provenant d'une société figurant au sein de l'*UFLPA Entity List*, recensant les entreprises dont les exportations vers les États-Unis sont soumises à une présomption réfutable de recours au travail forcé en application de l'Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA), destinée à lutter contre le recours au travail forcé dans la région du Xinjiang en Chine.

Le rapport formule ainsi plusieurs recommandations à destination du Département américain de la Sécurité intérieure (DHS), chargé de la mise en œuvre de cette législation, notamment (i) un renforcement des travaux d'identification des usines ayant recours au travail forcé dans la région du Xinjiang en Chine afin de les recenser au sein de l'*UFLPA Entity List*, (ii) une actualisation de la liste des secteurs prioritaires en matière de lutte contre le travail forcé et (iii) l'édiction d'indications claires sur les procédures d'audit à mener par les acteurs industriels afin d'identifier la présence de composants issus du travail forcé au sein de leurs chaînes de valeur.

5. Un groupe bipartisan de sénateurs appelle le président Biden à mettre en œuvre le REPO Act

Par une lettre [adressée](#) le 21 mai à la Maison-Blanche, les sénateurs J. Risch (R-Idaho) et S. Whitehouse (D-Rhode Island) ainsi que les

représentants M. McCaul (R-Texas) et M. Kaptur (D-Ohio) ont appelé le président Biden à appliquer le REPO Act, adopté dans le cadre du *supplemental* [voir [Brèves sectorielles du 26 avril 2024](#)]. Cette législation octroie au président américain le pouvoir de saisir puis de transférer au profit de l'Ukraine les avoirs souverains de la Banque centrale russe gelés aux États-Unis. La loi prévoit également que le président américain se coordonne avec ses partenaires internationaux afin de créer un fond commun de compensation destiné à l'Ukraine. Les sénateurs estiment ainsi qu'« agir collectivement au sein du G7 avec les alliés européens est nécessaire pour que cette initiative soit un succès, étant donné que la grande majorité des avoirs souverains russes gelés se trouvent sous la juridiction de pays du G7 et de l'Union européenne ». Le prochain sommet du G7 aura lieu du 13 au 15 juin 2024 en Italie.

Brèves

- Le 23 mai, le Département d'État américain a [annoncé](#) que Nelson Cunningham était nommé aux fonctions de conseiller du Sous-Secrétaire d'État à la Croissance économique, l'Energie et l'Environnement, Jose Fernandez. Selon Bloomberg, cette annonce [ferait](#) suite à la décision de la Maison-Blanche d'annuler la nomination de N. Cunningham au poste d'adjoint de la Représentante américaine au Commerce (USTR), annoncée par le Président Biden en janvier dernier, qui avait provoqué nombre de critiques du Congrès [voir [Brèves sectorielles du 19 janvier 2024](#)]. Contrairement au poste d'USTR adjoint, le poste de conseiller du Sous-secrétaire d'État ne requiert pas de confirmation du Sénat.
- Le 14 mai, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard d'un citoyen et de trois entités russes accusés d'avoir pris part à des tentatives de contournement des sanctions en vigueur au profit de l'oligarque russe Oleg Deripaska.
- Le 14 mai, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux commandants des forces soudanaises de soutien rapide, accusés d'avoir participé à des attaques contre des populations civiles dans la région du Darfour.
- Le 15 mai, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de trois entités basées au Nicaragua, accusées d'avoir contribué à la politique de répression menée par le gouvernement Ortega.
- Le 16 mai, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux citoyens et de trois entités russes accusés d'avoir facilité des transferts d'armement entre la Russie et la Corée du Nord.

Climat – énergie – environnement

6. Les États-Unis et le Canada signent une déclaration conjointe pour l'extension de leur *task force* sur la transformation énergétique

Le 16 mai, la Maison-Blanche a [annoncé](#) l'approfondissement avec le Canada de leur *task force* sur la transformation énergétique (ETTF) dans le cadre de son prolongement pour une année supplémentaire. Lancée en mars 2023, l'ETTF a pour but d'accélérer la coopération en matière d'énergies propres stratégiques et des chaînes d'approvisionnement associées. Il s'agit entre autres d'étendre la coopération sur les métaux critiques, de développer une chaîne d'approvisionnement résiliente et innovante pour le nucléaire civil et de décarboner les filières de l'acier et de l'aluminium.

Sur le plan des métaux critiques, les États-Unis et le Canada ont annoncé des investissements conjoints ciblant le développement des ressources stratégiques en métaux critiques au Canada. Deux entreprises canadiennes, Fortune Minerals Limited et Lomiko Metals, Inc. ont reçu des fonds issus du Département de la Défense américain et du Département des Ressources naturelles canadien.

Sur le plan du nucléaire civil, la Maison-Blanche rappelle que les États-Unis et le Canada se sont engagés lors de la COP28 à promouvoir cette source d'énergie, par la mobilisation de 4,2 Md\$ pour des investissements publics dans les capacités d'enrichissement et de conversion d'uranium. En février, le Canada a émis une obligation souveraine verte d'une valeur équivalente à 3 Md\$, couvrant pour la première fois certaines dépenses liées au nucléaire. De leur côté, les États-Unis ont annoncé avoir signé des mesures pour promouvoir le nucléaire civil, à travers notamment le développement de projets de réacteurs nucléaires et d'enrichissement d'uranium.

Enfin, sur le plan industriel, le Canada et les États-Unis ont annoncé réaliser des investissements significatifs pour décarboner les industries fortement consommatrices d'énergie. Ils indiquent notamment que la forte intégration entre leurs deux pays des chaînes d'approvisionnement en acier et en aluminium leur permet de promouvoir l'échange et la production verte de ces métaux.

Brèves

- Le 14 mai, le Département de l'Énergie a [annoncé](#) la promulgation par le président Biden d'une loi sur la l'interdiction des importations d'uranium russe qui entre en vigueur à compter du 12 août 2024. La loi prévoit néanmoins des possibilités de dérogations en cas d'absence démontrée d'alternative ou pour un motif de sécurité nationale d'ici à 2028. Elle prévoit également un soutien de 2,7 Md\$ dans les capacités américaines d'enrichissement et de conversion d'uranium aux États-Unis.

- Le 22 mai, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que selon les prévisions, la saison des ouragans serait particulièrement violente cette année, et présenterait à ce titre des risques pour l'industrie américaine du pétrole et du gaz. Se déroulant du 1^{er} juin au 30 novembre, cette période pourrait affecter la production pétrolière, notamment dans le Golfe du Mexique, où les installations d'extraction offshore pourraient être endommagées. Le Texas et la Louisiane, qui concentrent la moitié des capacités de raffinage américaines, pourraient également être particulièrement touchés par les ouragans violents, de même que les terminaux d'export de GNL. Les activités d'extraction de gaz naturel devraient être moins impactées car en déclin dans le Golfe du Mexique.

Transport et infrastructure

7. L'ARPA-I lance une consultation sur les applications de l'IA dans les transports

Le 22 mai, l'Agence pour les projets de recherche avancée dans les infrastructures (Advanced Research Projects Agency – Infrastructure, ARPA-I) du Département des Transports (DoT) a [lancé](#) une consultation auprès de l'industrie (Request For Information – RFI) relative aux applications potentielles de l'intelligence artificielle (IA) dans tous les modes de transport.

L'ARPA-I est un organisme fédéral de recherche et d'innovation instauré par la loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL) et fondé sur les modèles des agences DARPA (Département de la Défense) et ARPA-E (Département de l'Énergie). L'ARPA-I vise à accélérer la recherche fondamentale à l'appui du développement de nouvelles technologies innovantes et stratégiques dans le secteur des infrastructures physiques et numériques de transport. Les innovations soutenues doivent permettre de rendre les transports plus sûrs, neutres en carbone, optimisés, efficaces et résilients, tout en assurant un accès équitable et inclusif aux mobilités.

Les domaines de recherche de l'agence couvrent notamment les mobilités intelligentes, la gestion efficace des systèmes de transport, les méthodes de construction innovantes, ainsi que les infrastructures pour les carburants propres et la recharge électrique.

Lancée en application du décret présidentiel du 30 octobre relatif à la sécurité, la sûreté et la fiabilité du développement de l'IA, la consultation comprend les questions suivantes :

- Quelles sont les applications pertinentes de l'IA dans les transports, actuelles ou à court-terme ?
- Quelles sont les potentielles opportunités futures que l'IA pourrait contribuer à faciliter dans les transports ?

- Quels sont les défis, présents ou futurs, de l'IA dans les transports, notamment en termes de risques induits par son usage et en termes de barrières potentielles à son adoption responsable ?
- Quels sont les opportunités, défis et risques liés à l'IA dans le domaine des écosystèmes de mobilité autonome, notamment s'agissant des apports de l'IA dans le cadre des approches fondées sur les logiciels (*software-defined*) ?

Les répondants sont également invités à soumettre tout autre commentaire pertinent au sujet du développement de l'IA dans les transports.

Brèves

- Le 13 mai, le Département des Transports a [annoncé](#) un financement de 1,7 M\$ pour établir un nouveau centre de recherche sur le climat et les transports (Climate and Transportation Research Center) au sein de l'université de Californie à Davis et en collaboration avec les universités de Californie du Sud, de Long Beach et de Riverside, ainsi que celles du Vermont et du Texas du Sud.
- Le 16 mai, le président Biden a [signé](#) la loi de réautorisation du financement de l'administration fédérale de l'aviation (FAA Reauthorization Act), après son adoption par le Sénat le 9 mai, puis la Chambre des Représentants le 15 mai. Valable jusqu'en septembre 2028, elle comporte notamment une extension des droits des passagers aériens, un renforcement des normes de sécurité et un accroissement des effectifs de contrôleurs aériens.
- Le 20 mai, l'administration fédérale ferroviaire (FRA) a [publié](#) un règlement définitif établissant un programme de certification obligatoire encadrant le métier d'aiguilleur du rail. Ce programme comprend des exigences de formation et de certification pour assurer la compétence des employés, ainsi que des vérifications d'antécédents, notamment toxicologiques. En avril, la FRA avait déjà rendu [obligatoire](#) la présence minimale de deux agents d'équipage à bord de tous les trains.

Industrie

8. United Auto Workers (UAW) échoue à s'implanter dans une usine Mercedes en Alabama

Le 17 mai, les employés de l'usine Mercedes-Benz à Tuscaloosa, en Alabama, ont [voté](#) à 56 % contre la possibilité d'être représenté par le syndicat automobile UAW, avec près de 4 700 votants sur 5 075 employés éligibles. Pour UAW, ce vote représentait un enjeu important, un mois après sa victoire dans l'usine Volkswagen [voir [Brèves sectorielles du 26 avril 2024](#)] de Chattanooga, dans le

Tennessee, première implantation syndicale au sein d'un fabricant automobile dans le Sud des États-Unis. Le groupe Mercedes-Benz avait pris des mesures dès le mois d'avril en nommant un nouveau directeur d'usine chargé de répondre aux problèmes managériaux pointés par les employés (rythme et conditions de travail, salaires, etc.). De son côté, UAW avait instruit 6 plaintes contre Mercedes-Benz pour pratiques managériales déloyales, principalement auprès d'employés en faveur d'une syndicalisation. La campagne en faveur d'un rejet d'UAW en Alabama a aussi bénéficié d'une forte [mobilisation politique](#) arguant que la présence d'UAW dans l'État nuirait durablement aux investissements étrangers.

Distribution et divertissement

9. Le Département de la Justice porte plainte contre Live Nation Entertainment, propriétaire de Ticketmaster

Le 23 mai, le Département de la Justice (DoJ) a [annoncé](#) porter plainte contre le groupe Live Nation Entertainment, qu'il accuse de maintenir illégalement un monopole sur l'industrie des concerts grâce à sa filiale Ticketmaster, qui gère les billetteries en ligne. Dans sa réquisition, soutenue par 30 États, le DoJ accuse Live Nation Entertainment de recourir à des contrats d'exclusivité pour la billetterie au détriment des artistes et gestionnaires de salles, qui ne peuvent plus recourir à d'autres concurrents capables de fournir le même service, violant ainsi les lois *antitrust* américaines. Selon le DoJ, cette situation de monopole serait responsable d'une augmentation des prix pour les consommateurs et d'une baisse de l'innovation au sein de l'écosystème américain du divertissement. Le procureur général chargé de l'affaire, Merrick Garland, souhaite à minima contraindre Live Nation Entertainment à céder Ticketmaster, la fusion entre les deux entreprises ayant été autorisée en 2010. Selon le DoJ, Live Nation Entertainment contrôle 60 % du marché des promotions de concerts et tournées d'artistes et environ 80 % de la vente des tickets pour ces événements, lui permettant d'appliquer systématiquement des frais supplémentaires pour les consommateurs. Le DoJ affirme en outre que Live Nation Entertainment oblige les gestionnaires de salles de concert à recourir à Ticketmaster pour leur billetterie afin de pouvoir accueillir les artistes les plus populaires dont l'entreprise gère la promotion. En 2023, le groupe Live Nation Entertainment a réalisé 22,7 Md\$ de chiffre d'affaires (+36 % par rapport à 2022) et a vendu plus de 620 M de tickets.

Brèves

- Selon Reuters, le studio d'animation Pixar va [mettre fin](#) à la production de séries originales pour la plateforme de streaming Disney+, occasionnant le licenciement de 175 employés, soit 14 % de son personnel. Depuis 2020, le

studio produisait des contenus originaux (films et séries) pour la plateforme, avec des résultats inférieurs aux attentes, à l'instar du film Buzz l'Éclair qui a rapporté 500 M\$, un chiffre deux fois inférieur à chacun des films de la saga Toy Story dont il est inspiré. Le studio espère retrouver une image de marque plus forte auprès des consommateurs, une volonté partagée par d'autres entités détenues par Disney dont Marvel Studios.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA lance les « SUN Programs », une initiative pour améliorer la nutrition des enfants pendant l'été

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a lancé les « [SUN Programs](#) », une série d'initiatives nutritionnelles visant à combattre la faim et à améliorer la nutrition de millions d'enfants américains pendant l'été. Tom Vilsack a déclaré : « avec près de 30 millions d'enfants bénéficiant des petits déjeuners et déjeuners scolaires quotidiennement pendant l'année scolaire, l'absence de ces repas pendant les vacances estivales constitue un défi ». Les programmes « SUN » visent donc à offrir une gamme d'options nutritionnelles pour les familles et se déclinent en trois programmes :

- Le programme [SUN Bucks](#) offre un avantage alimentaire de 120 \$ par enfant éligible. Il aide les familles à augmenter leur budget d'épicerie leur permettant ainsi de consommer des aliments qui correspondent mieux à leurs besoins, aux traditions culturelles et à leurs préférences. Selon une [étude](#), ce programme pourrait réduire de 33 % la faim estivale en améliorant les habitudes alimentaires. Utilisables dans diverses épiceries, les SUN Bucks complètent les prestations existantes des programmes alimentaires de base comme le SNAP et le WIC. Les bénéficiaires du SNAP sont automatiquement inscrits, les autres doivent faire une demande annuelle.
- Le programme [SUN Meals](#) permet de servir des repas dans les écoles, les parcs, les centres communautaires et d'autres lieux de proximité durant les vacances.
- Le Programme [SUN Meals To-Go](#) permet aux familles de récupérer ou de se faire livrer les repas dans les zones rurales où les SUN Meals ne sont pas disponibles.

L'USDA indique que cette initiative s'inscrit dans les objectifs de la [stratégie nationale](#) visant à mettre fin à la faim et à réduire les maladies liées à l'alimentation d'ici à 2030 annoncée lors de la conférence de la Maison-Blanche de septembre 2022 dédiée à ces problématiques.

Santé

Brèves

- Le 1^{er} mai, Andrew Witty, CEO d'UnitedHealth Group, a été [entendu](#) par la commission des Finances du Sénat. Les sénateurs ont reproché à l'assureur de ne pas avoir suffisamment protégé sa filiale Change Healthcare, victime d'une cyberattaque majeure. Les hackers ont exploité une faille de sécurité non corrigée depuis l'acquisition de Change Healthcare en octobre 2022. La rançon payée s'élève à 22 M\$ en Bitcoin. L'audition a également abordé les risques de concentration du secteur, certains sénateurs estimant que la position dominante de UnitedHealth ont fait de l'entreprise une cible prioritaire pour les acteurs malveillants.
- Endo Health Solutions Inc. – fabricant d'opioïdes – a été [condamné](#) à payer une amende de 1,5 Md\$ pour la commercialisation trompeuse d'un médicament en 2012 et 2013. L'entreprise a retiré le médicament du marché en 2017. Selon le Département de la Justice, cette amende constitue « la deuxième plus grande sanction financière pénale jamais imposée à une société pharmaceutique ».
- La Food and Drug Administration a [autorisé](#) Neuralink, startup appartenant à Elon Musk, à implanter sa puce cérébrale dans un deuxième patient après un premier échec survenu quelques semaines plus tôt.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)